



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Nouvelle stratégie spatiale française

Question au Gouvernement n° 1035

Texte de la question

NOUVELLE STRATÉGIE SPATIALE FRANÇAISE

Mme la présidente . La parole est à Mme Corinne Vignon.

Mme Corinne Vignon . Ma question s'adresse au ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Lors de l'inauguration du commandement de l'espace, le 12 novembre dernier à Toulouse, le président de la République a présenté la nouvelle stratégie spatiale française, rappelant que la France a toujours été une grande nation du spatial grâce à son autonomie de lancement, à ses start-up innovantes, au savoir-faire de grands industriels, à ses infrastructures de pointe ainsi qu'aux compétences uniques et à l'engagement scientifique du Centre national d'études spatiales. Cette stratégie nous rappelle que la souveraineté de notre nation dépend directement de notre capacité d'action dans le spatial et de notre place de leader en Europe.

Or aujourd'hui, mercredi 26 novembre, s'ouvre à Brême la réunion ministérielle consacrée à l'ESA, l'agence spatiale européenne, un rendez-vous décisif où l'Allemagne et l'Italie risquent d'annoncer des contributions très ambitieuses tandis que la France serait plus prudente. Ce rendez-vous qui fixe le cap budgétaire pour les trois prochaines années est déterminant pour les futurs lanceurs réutilisables, pour l'observation de la Terre – grâce à la nouvelle génération Copernicus et aux satellites Sentinel –, pour les télécoms – développement des constellations Iris2 et OneWeb, 5G satellitaire, communication quantique – et pour la navigation afin de préparer la suite de Galileo, ainsi que pour l'exploration avec Artémis. Si nous voulons préserver notre leadership historique et rester compétitifs face aux géants américains et chinois, nous devons être cohérents avec l'ambition affichée à Toulouse.

Ma question est donc la suivante : comment le gouvernement entend-il garantir que la France soit réellement à la hauteur de la stratégie annoncée et qu'elle demeure, dès le premier jour de cette réunion ministérielle, un moteur incontestable de l'Europe du spatial, à même de protéger notre souveraineté technologique et notre rang parmi les grandes puissances de ce secteur ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe EPR et sur plusieurs bancs du groupe Dem.*)

M. Jean-Paul Lecoq . Excellente question qui mériterait une belle réponse !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Mille mercis pour votre engagement, vous qui coprésidez le groupe d'études de l'Assemblée sur l'aéronautique et l'espace. Vous êtes d'une circonscription qui rêve d'espace et qui vit pour l'espace depuis des décennies.

Je vous prie d'excuser Philippe Baptiste, qui est à Brême pour porter la voix de la France à cette conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne et engager notre pays sur la voie de l'investissement européen dans l'espace et sa conquête. Le président de la République a affirmé la volonté de la France de continuer à être très présente en la matière, et le gouvernement s'y emploie. Le président a ainsi annoncé le 12 novembre, pas très loin de chez vous, que la France allait investir plus de 16 milliards d'euros dans l'espace civil – donc hors militaire – d'ici 2030. La France concrétisera cette annonce à Brême dans les heures qui viennent. La négociation se poursuit, mais nous réaffirmons la grande force de notre engagement.

Il s'agit de parvenir à un engagement à la fois budgétaire, stratégique et industriel. La conquête de l'espace, aujourd'hui et demain, est au cœur de notre souveraineté, au cœur de nos défis militaires mais aussi au cœur de nos défis technologiques, et la France sera au rendez-vous. Je vous demande encore un peu de patience avant que ne soient connus, à l'occasion de cette conférence, les chiffres annoncés par le ministre. On est dans la dernière ligne droite de la négociation. Sachez-le : l'espace fait partie des enjeux stratégiques de la France et de l'Europe, et la France comme l'Europe seront présentes dans son développement dans les années à venir. *(M. Éric Martineau applaudit.)*

M. Jean-Paul Lecoq . On va voir.

Données clés

Auteur : [Mme Corinne Vignon](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1035

Rubrique : Espace et politique spatiale

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 2025